

CNAS DU 16 novembre 2018

Les Fédérations claquent la porte !

Communiqué Solidaires, CGT, FO, CFTD, UNSA-CFTC

Ce vendredi 16 novembre, l'ensemble des fédérations syndicales a quitté le CNAS pour protester contre:

- une reprise arbitraire de presque 5 M€ sur la subvention 2018 pour le logement,
- une baisse de 3,5 M€ sur le budget prévisionnel 2019 de l'Action Sociale dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat des agents,
- une remise en cause généralisée de la restauration collective avec une fermeture systématique des petites structures de restauration,
- l'absence d'un véritable bilan sur la mise en place de l'action sociale en outre-mer,
- la suppression du nombre d'emplois implantés dans les délégations entraînant une disparition progressive du réseau de proximité,
- l'accumulation d'audits et de réformes générant une inquiétude pour les personnels et l'avenir de l'action sociale.

Les ministres et le secrétariat général ne cessent de réaffirmer l'importance de l'action sociale comme «pivot de la politique de ressources humaines». Dans les faits, le ministre et les directeurs locaux gèrent l'action sociale uniquement sous l'angle comptable sans le moindre respect pour les bénéficiaires.

Face au mépris affiché du dialogue social tant au niveau ministériel que dans les services, les représentants du personnel refusent d'être relégués au rang de simples spectateurs.

DÉCLARATION LIMINAIRE **FO FINANCES**

Madame la Présidente,

Les fonctionnaires représentent 20% de l'emploi salariés en France. Ces agents s'investissent au quotidien dans leur mission pour faire exister le service public et répondre aux attentes et besoins des usagers et ce malgré l'insuffisance des effectifs et les perpétuelles réorganisations ou suppressions de services.

Le gouvernement ne peut pas continuer à maltraiter ces personnels en ne leur offrant comme seule perspective d'avenir que le gel de la valeur du point d'indice, des suppressions de postes et des mobilités forcés.

Ceux ne sont pas les déclarations de M Dussopt sur la réforme de la fonction publique et ses discussions avec les syndicats dans le cadre d'une « concertation » mais pas d'une négociation qui vont nous rassurer.

FO n'a cessé d'alerter sur la situation dégradée des services et la détérioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires.

Ce constat est malheureusement valable pour les agents des ministères financiers.

Bercy s'avère le ministère de l'exemplarité pour les suppressions d'emplois, les restrictions budgétaires et les réformes « expérimentales ». L'action sociale que ce soit en termes de budget ou d'orientations subit le même traitement.

Le budget 2019 de l'action sociale que vous soumettez au CNAS, reste inférieur aux années passées et est surtout insuffisant pour répondre à l'ensemble des besoins des agents. **FO Finances** regrette que la part salariale pour l'attribution des titres restaurants de 19 M€ ne puisse venir abonder cette enveloppe.

Le premier poste de dépenses demeure la restauration mais **FO Finances** constate une nouvelle diminution du montant général et du nombre de repas servis. Rien d'étonnant compte tenu de votre politique de remise en cause des petites structures de restauration, encore 17 fermetures définitives présentées aujourd'hui et 12 en cours d'examen, qui se solderont dans la majorité des cas, par une fermeture. Cette liste n'est pas exhaustive puisque d'autres cas nous ont été signalés.

Pour **FO Finances**, les opérations de rénovation des restaurants AGRAF : Reuilly et Saint Sulpice, prévues dans votre document sont bien trop tardives compte tenu de l'état de dégradation de ces structures. Reuilly risque une fermeture administrative à tout moment, du fait de la vétusté du matériel, ce qui pénaliserait les rationnaires et engendrerait une charge supplémentaire sur les autres restaurants de Bercy.

FO Finances s'alarme également de la situation du logement

En effet il est scandaleux que suite à une



POUR DONNER DE LA VOIX
AUTHENTIFIEZ-VOUS DÈS AUJOURD'HUI !



décision unilatérale du ministre, l'ALPAF a dû rendre 4.9 M€ sur 19 M€ de subvention 2018, qui figurait pourtant dans la Loi de Finances.

Cette somme aurait dû servir à abonder le nombre de réservations, comme cela avait été affirmé dans une réunion précédente. Au-delà de la manière de faire, inacceptable, c'est encore les agents qui font les frais de cette politique de restriction budgétaire !!!

FO Finances a les plus vives inquiétudes sur le montant de la subvention 2019 de 18 M€ au regard des attaques successives de ces trois dernières années sur les budgets de l'ALPAF.

Au travers des audits en cours sur les 3 associations, vos intentions sont claires : créer un opérateur unifié de l'action sociale ministérielle. **FO Finances** restera vigilant quant aux conclusions et aux conséquences sur la gouvernance des associations.

Le point 9 sur les conseils locaux d'action sociale en Nouvelle Calédonie et en Polynésie Française est légitime. Néanmoins, ce sujet maintes fois évoqué par **FO Finances**, arrive à l'ordre du jour sans bilan et sans possibilité de faire venir un expert outre marin, compte tenu de la convocation tardive. **FO Finances** exige que ce point soit à nouveau abordé en présence des délégués gérant ces

territoires et d'experts convoqués à la demande des OS.

Dans la note d'orientations de l'action sociale ministérielle 2019, vous affirmez que l'action sociale ministérielle reste un « pivot de notre politique de ressources humaines », dont l'importance a été réaffirmée par les ministres.

Le ressenti des représentants **FO** nationaux comme locaux est tout autre : aucune écoute, aucun dialogue, un nombre de réunions de plus en plus restreint.

Pour exemple, l'agenda de concertation de 2019 mentionne 2 réunions pour le CNAS, en contradiction avec l'article 10 de l'arrêté du 15 janvier 2002, modifié le 22 avril 2014, qui en prévoit au moins 3. **FO Finances** exige l'application des textes.

Nos instances se résument à une chambre d'enregistrement, c'est un abandon de ce qui faisait la spécificité et la fierté de l'action sociale de notre ministère.

FO Finances rappelle son attachement à une action sociale de haut niveau doté d'un budget à la hauteur des besoins et des attentes des agents.

L'accumulation d'audits et de réformes dans un contexte de réduction des dépenses publiques fait craindre le pire pour l'avenir de l'action sociale ministérielle.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DU 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE

**POUR
DÉFENDRE
VOS
DROITS**

LE DÉCLIC
ORDINATEUR, TABLETTE OU SMARTPHONE

**FO
FINANCES**